EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 20 octobre 2022

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 186 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Julie ARIAS - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLE - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Frédéric CORNAIRE - Jean-François CORNO - Jean-jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Robert DAGORNE - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Alexandre DORIOLE - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Eric GARCIN - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Sophie JOISSAINS - Nicole JOULIA - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Nathalie LEFEBVRE - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAIN - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Lionel ROYER-PERREAUT - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Véronique PRADEL représentée par Laure-Agnès CARADEC - André BERTERO représenté par Yves WIGT - René-François CARPENTIER représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Lourdes

MOUNIEN représentée par Dona RICHARD - Sylvaine DI CARO représentée par Gérard BRAMOULLE - Anne REYBAUD représentée par Pascal MONTECOT - Corinne BIRGIN représentée par Romain BRUMENT - Martine CESARI représentée par Jean-Pascal GOURNES - Éric LE DISSES représenté par Henri PONS - Jean-Louis VINCENT représenté par Sophie JOISSAINS - Frank OHANESSIAN représenté par Doudja BOUKRINE - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Patrick AMICO représenté par Sophie CAMARD - Grégory PANAGOUDIS représenté par Jocelyne POMMIER - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Kayané BIANCO - Michel AMIEL représenté par Monique SLISSA - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Linda BOUCHICHA représentée par Nathalie LEFEBVRE - Laurence SEMERDJIAN représentée par Camélia MAKHLOUFI - Cédric JOUVE représenté par Marie MICHAUD - Aïcha SIF représentée par Sébastien BARLES - Mireille BALLETTI représentée par Solange BIAGGI - Jean-Marc COPPOLA représenté par Mathilde CHABOCHE - Hervé MENCHON représenté par Eric SEMERDJIAN - Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Marie BATOUX représentée par Jessie LINTON - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Claude PICCIRILLO représenté par Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO représentée par Cédric DUDIEUZERE - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Yves MESNARD représenté par Michel ILLAC - Patrick PIN représenté par Magali GIOVANNANGELI - Jean-Louis CANAL représentée par Frédéric GUINIERI - Patrick GRIMALDI représenté par Eric CASADO - Michel LAN représenté par Serge PEROTTINO - Moussa BENKACI représenté par Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Joël CANICAVE représentée par Olivia FORTIN - Françoise TERME représentée par Régis MARTIN - Nassera BENMARNIA représentée par Prune HELFTER-NOAH - Denis ROSSI représenté par Amapola VENTRON - Gérard FRAU représenté par Laurent BELSOLA - Agnès FRESCHER représentée par Gilbert SPINELLI - Laure ROVERA représentée par Marcel TOUATI - Michèle RUBIROLA représentée par Vincent KORNPROBST - Anne VIAL représentée par Perrine PRIGENT - Audrey GARINO représentée par Christian PELLICANI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Nadia BOULAINSEUR - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Jean-Marie LEONARDIS - René RAIMONDI - Catherine VESTIEU.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Vincent DESVIGNES représenté à 15h36 par Fabrice POUSSARDIN - Olivier GUIROU représentée à 16h20 par Franck SANTOS - Pierre HUGUET représenté à 16h40 par Lydia FRENTZEL - Jean-Pierre SERRUS représenté à 16h48 par Christian AMIRATY - Claude FERCHAT représenté à 16h51 par Marie MARTINOD - Anne-Laurence PETEL représentée à 16h54 par Philippe KLEIN - Nicole JOULIA représentée à 17h par David YTIER - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVE représentée à 17h05 par Frédéric GUELLE - Eric CASADO représenté à 17h07 par Yves VIDAL - Robert DAGORNE représenté à 17h26 par Danièle MILON - François BERNARDINI représenté à 17h40 par Martial ALVAREZ.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Sophie GRECH à 15h55 - Georges ROSSO à 16h27 - Sophie AMARANTINIS à 16h28 - Bernard MARANDAT à 16h31 - Sophie JOISSAINS à 16h36 - Lionel ROYER-PERREAUT à 16h38 - Stéphane RAVIER à 16h39 - Gérard AZIBI à 16h46 - Anthony KREHMEIER à 16h46 - Bernard DESTROST, Philippe GRANGE à 16h55 - Vincent KORNPROBST à 16h50 - André MOLINO à 17h01 - Rémi MARCENGO à 17h02 - Sophie ARRIGHI à 17h03 - Yannick OHANESSIAN à 17h06 - Claudie MORA à 17h07 - Maxime MARCHAND à 17h08 - Frédéric CORNAIRE à 17h09 - Lyèce CHOULAK, Sébastien JIBRAYEL à 17h15 - Francis TAULAN, Kayané BIANCO, Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE, Stéphane PAOLI, Gérard BRAMOULLÉ, Jean-Christophe GRUVEL à 17h20 - Stéphanie HERNANDEZ à 17h21 - Yannick GUERIN à 17h25 - Christian NERVI, Laurent BELSOLA, Roger GUICHARD à 17h30 - Alexandre DORIOL, Anne MEILHAC à 17h35 - Serge PEROTTINO à 17h40 - Michel RUIZ à 17h42 - Pierre LEMERY, Pascale MORBELLI, Isabelle ROVARINO, Ulrike WIRMINGHAUS, Loïc GACHON à 17h45 - Marcel TOUATI, Eléonore BEZ, Arnaud KELLER à 17h48 - Lionel DE CALA, Bernard RAMOND à 17h50 - Christian PELLICANI à 17h59 - Etienne TABBAGH, Daniel AMAR à 18h05 - Ferouz MOKHTARI à 18h08.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FBPA-035-12575/22/CM

■ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à la Métropole Aix-Marseille-Provence

34134

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Présenté chaque année en conseil métropolitain, ce rapport annuel obligatoire, répond aux obligations légales suivantes :

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes qui fait obligation aux collectivités et aux établissements de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques publiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le décret 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, s'applique aux budgets présentés par les collectivités et les établissements de coopération intercommunale depuis le 1er janvier 2016. Il précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Il doit faire état de la politique de ressources humaines et comporter un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

La loi de transformation de la fonction publique du 7 août 2019 prolonge et renforce la loi de 2014 en instaurant l'obligation d'un plan d'action pluriannuel en matière d'égalité professionnelle, dont la durée ne peut excéder trois ans renouvelables. « L'absence d'élaboration du plan d'action ou le non renouvellement du plan d'actions au terme de sa durée peut être sanctionné par une pénalité dont le montant ne peut excéder 1% de la rémunération brute annuelle globale de l'ensemble des personnels ».

Le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 définit les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique. Il précise la période sur laquelle il porte, dans la limite de la durée de trois ans. Il définit, pour cette période, la stratégie et les mesures destinées à réduire les écarts constatés, définit les objectifs à atteindre, les indicateurs de suivi et leur calendrier de mise en œuvre. Le comité technique compétent est informé chaque année de l'état d'avancement des actions inscrites au plan d'actions

En cohérence avec ses engagements et en conformité avec ses obligations, la Métropole dispose d'un 2^e programme pour la période 2021-2023, présenté au Conseil Métropolitain du 7 octobre 2021.

Ce programme comprend des actions en faveur de l'égalité professionnelle F/H mais également dans chacune des politiques publiques dont la Métropole a la charge. Certaines actions visent également une meilleure information du public et des agents métropolitains.

Le rapport annuel qui suit présente le bilan d'activité de la mission égalité F/H en 2021. Il synthétise les fiches actions qui permettent une lecture claire de l'engagement de la Métropole pour chacune des politiques publiques dont elle a la charge. Il présente également des projets de plus grande ampleur, de nature transversale et impliquant plusieurs services.

Les nouvelles actions en 2021:

1. L'égalité professionnelle :

En 2021, une vigilance particulière a été portée sur l'égalité professionnelle conformément aux actions prévues au programme 2021-2023 car la répartition des métiers reste très genrée à la Métropole avec 2757 femmes soit **33,59%** et 5441 hommes soit **66,41%** de l'effectif global. La prééminence de la filière technique métropolitaine, très masculine, explique cet écart. Néanmoins, malgré ces difficultés structurelles, l'engagement de l'exécutif et la sensibilisation des services apportent des améliorations.

Synthèse de l'état des lieux et des mesures en cours :

- Le recrutement : en 2021, les femmes ont représenté **45,08%** des recrutements
- La gestion des carrières : en **2019**, elles représentaient **24,59%** des nominations en CAP (promotion interne et avancement de grade). L'objectif de ramener le taux de nomination des femmes en CAP au moins à leur taux dans l'effectif global est atteint et progresse de **10 points**. En 2021, la part des femmes nommées en CAP (promotion interne et avancement de grade) est de **34,70%**, légèrement supérieur à leur part dans l'effectif global (**33,59%**)
- Fonctions d'encadrement supérieur : elles sont **52%** dans les fonctions d'encadrement supérieur et **57%** des catégories A, taux largement supérieurs à celui de l'effectif global.
 - o Les écarts de salaires : en 2021, des écarts plus faibles qu'ailleurs en Cat A et B

	Ecart Métropole 2021	Ecart FPT (indicateurs 2020 disponibles)
Catégorie A	9,09%	19,80%
Catégorie B	5,11%	7,2%
Catégorie C	10,36%	9,9%

- Les 10 plus hautes rémunérations : 3 femmes et 7 hommes
- Le cap égalité F/H : une sensibilisation et une acculturation proposée agents métropolitains_

Depuis 2021, le cap égalité F/H est une rencontre proposée aux agents métropolitains le 8 mars (journée internationale des droits des femmes) et le 25 novembre (journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes) afin de les informer des projets en cours dans les services, partager une réflexion approfondie sur l'égalité F/H et les inciter à apporter leur contribution dans les projets qu'ils conduisent.

Le 8 mars 2021, la Direction Projet laboratoire de la DGADUST a présenté comment son projet d'aménagement urbain « Quartiers libres » situé autour de la gare Saint-Charles a été enrichi de mesures favorisant les comforts d'usage des femmes dans l'espace public, tant du point de vue de la « praticabilité » de la ville que de leur sécurité.

Le 25 novembre 2021, Lucille Peytavin est venue présenter son livre intitulé « Le coût de la virilité » dans lequel elle démontre, chiffres à l'appui qu'une construction d'identité masculine basée sur la valorisation de la violence, la permissivité, les comportements sexistes ou homophobes a un coût pour les femmes d'abord mais également pour les hommes et la société. En France, 96% de la population carcérale est masculine, 90% des personnes condamnées par la justice sont des hommes. Ils sont 99% des auteurs de viols, 86% des auteurs d'homicides, 84% des auteurs d'accidents mortels sur la route, 97% des auteurs de violences sexuelles, etc... On ne naît pas violent, on le devient !

- Le télétravail et la gestion du temps:

Depuis février 2021, le dispositif exceptionnel mis en place pendant l'état d'urgence sanitaire est pérennisé. Les 1eres évaluations indiquent que **71% des agents qui télétravaillent sont des femmes**. Cette surreprésentation est en partie liée aux métiers administratifs, majoritairement exercés par les femmes et qui sont favorables au télétravail.

Indéniablement, le télétravail est un levier d'égalité F/H pour l'insertion professionnelle des femmes. Leurs déplacements professionnels étaient limités auparavant à un bassin d'emploi restreint pour être plus proche de leur domicile et assumer charges parentales et domestiques. Le télétravail concourt à élargir leurs perspectives d'insertion sur le plan géographique, notamment pour celles qui résident en zones rurales car il réduit les temps consacrés aux déplacements. Il peut également faciliter la mixité professionnelle car il altère la perception de certains métiers jusqu'ici caractérisés par une hyper-mobilité ou une présence importante sur le lieu de travail élargissant ainsi le nombre de métiers auxquels les femmes peuvent prétendre. Enfin le télétravail remet en question la plus forte visibilité des hommes sur le lieu de travail, sur laquelle se joue en partie l'attribution des promotions et des postes à responsabilité.

Cependant, s'il importe de reconnaître que le télétravail peut effacer les frontières divisant les espaces de travail et de domicile et favoriser un cumul d'activités professionnelles et familiales, le télétravail réduit également les occasions de sociabilisation. Cette socialisation est par ailleurs tout particulièrement importante et nécessaire dans les cas des violences conjugales.

C'est pourquoi compte tenu du fort déterminisme sociologique à l'origine des inégalités professionnelles, la Métropole va poursuivre ses actions de sensibilisation sur différents publics et intensifier son action sur les leviers à sa disposition.

2. L'égalité F/H dans nos politiques publiques

Ce rapport présente également l'évolution des projets inscrits au programme 2021-2023 sur le volet de l'égalité F/H dans les politiques publiques métropolitaines. A titre d'exemple, citons les projets suivants réalisés ou impulsés en 2021.

1. Entrepreneuriat féminin et innovation :

Constatant que les femmes sont faiblement représentées dans l'entrepreneuriat et inégalement réparties dans le champ de l'innovation, un état des lieux en Métropole a été réalisé auprès des 35 opérateurs métropolitains de l'écosystème de l'innovation, en collaboration avec la Direction de l'innovation, l'Ecole urbaine de Sciences Po et Kedges business School.

Cet état des lieux précise les obstacles à l'entrepreneuriat féminin : faible mixité chez les opérateurs de l'innovation, difficulté des femmes à lever des fonds (les chiffres disponibles indiquent que 15% des start-up ayant levé des fonds en 2015 ont été fondées par des femmes) et sentiment d'impuissance face à des problématiques de nature systémique (peu de filles s'orientent vers les métiers du numérique).

Plusieurs actions sont retenues : la création d'espaces dédiés aux femmes, la coopération entre femmes entrepreneuses, la mise à disposition de lieux, la sensibilisation de différents publics (formateurs intervenants chez les différents opérateurs notamment) et la création de programmes dédiés aux femmes.

Un outil « l'index « Calypso » a été créé pour cet écosystème. Il propose une auto-évaluation en 8 critères et des préconisations issues des pratiques innovantes et sensibles à la lutte contre les inégalités F/H. Le suivi des préconisations permettra de mesurer les progrès et les difficultés que rencontrent les opérateurs dans la mise en œuvre.

Cet index est inspiré des outils mis en place par l'Union Européenne tels que l'indice d'égalité de genre de l'institut Européen d'Égalité des sexes (EIGE), des plans d'égalité de genre (gender equality plan (GEP)), de l'outil GEAR (Gender equality in Academia and Research).

Ce travail est venu opportunément enrichir la candidature de la Métropole au challenge européen de la capitale de l'innovation présenté en juin 2022. La Métropole fait partie des 12 demi-finalistes de ce challenge.

2. Lutte contre les violences sexistes dans les transports en commun :

Dès mars 2019 la Métropole a inscrit la prévention et le traitement des violences sexuelles et outrages sexistes dans le contrat d'objectifs sûreté transports, signé avec la Préfecture de police. Depuis cette date, le service sécurité transports de la DGA Mobilité organise avec le bureau d'aide aux victimes de la police nationale des modules « harcèlement et outrage sexiste ».

Compte tenu de la pandémie, les mesures envisagées dès 2019 n'ont pu être véritablement déployées qu'en 2021.

- **8 mars 2021** : mise en place du dispositif expérimental de descente/arrêt à la demande dans les réseaux de bus nocturnes. Pensé pour les femmes, il permet à tous les usagers de solliciter le conducteur ou la conductrice pour descendre entre 2 arrêts afin de se rapprocher de sa destination en évitant ou limitant les passages anxiogènes ou les rues désertes.
- **25 novembre 2021** : généralisation du dispositif sur toutes les lignes de bus en service de nuit, soit 12 lignes de bus à Marseille et 3 lignes de bus à Aix-en-Provence.
- **25 novembre 2021** : Campagne de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les transports en commun.

Cette campagne a eu pour objectif de déjouer l'effet témoin ou l'effet spectateur/spectatrice qui a tendance à diluer la responsabilité individuelle dans un groupe en pensant que quelqu'un d'autre interviendra à notre place. Composée d'une affiche et d'un dépliant, l'enjeu majeur était de débanaliser et d'instaurer un climat pour « ne plus laisser faire » tout en communiquant les informations nécessaires pour inciter au signalement.

Un plan de média a proposé un affichage dans les réseaux de transport (à bord, Boutique, stations et aubus), une mise à disposition d'un dépliant à bord et en boutique, une diffusion sur le site internet Lepilote et la Métropole, sur les réseaux sociaux ainsi que sur les réseaux locaux. La campagne a également été relayée via le support d'information à destination des communes – Lalettre – et les transporteurs ont repris la campagne sur les documents dédiés aux conducteurs. Ces outils servent également de support de diffusion lors d'animations de terrain auprès des scolaires.

3. Rencontres cinématographiques « Projections plurielles »: sensibilisation des publics internes et externes

Conformément à ses obligations légales, la Métropole participe à des opérations de sensibilisation du public. Dans cet objectif, un cycle de rencontres cinématographiques intitulé « Projections Plurielles » a été créé, en partenariat avec l'association « Les Écrans du Sud ». En direction du grand public ainsi que des agents métropolitains, les projections suivies par des débats en présence de cinéastes et de personnes qualifiées ont permis de partager des réflexions sur les rapports de genre et plus particulièrement sur l'égalité au travail, les violences faites aux femmes et les inégalités dans l'espace public.

Itinérantes sur chaque territoire de la Métropole, ces rencontres se sont déroulées du 25 novembre 2021, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, au 8 mars 2022, journée internationale des droits des femmes. Par ailleurs, le 8 mars, les agentes métropolitaines ont été invitées à la soirée de clôture proposant 5 films et 5 débats dans 5 territoires métropolitains.

Au total, 24 séances avec en moyenne 51 spectateurs par soirée furent proposées sur tout le territoire métropolitain, Ce qui, pour les professionnels et experts du secteur, est un bilan positif, dans le contexte de recrudescence de la crise sanitaire et de la mise en place du pass vaccinal.

Le comité technique réuni le 11 octobre a émis un avis favorable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- L'avis du Comité technique du 11 octobre 2022.

Oùï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte des éléments détaillés du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi sur la base des données disponibles de l'année 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
La Conseillère Déléguée
Handicap,
Lutte contre les discriminations et inégalités,
Conseil métropolitain des jeunes

Véronique MIQUELLY